



PAC

PORTER A CONNAISSANCE

La France est aujourd'hui la 6^e puissance économique mondiale. L'économie française est principalement une économie de services. Le secteur tertiaire (activités de services) représente plus de 75 % des emplois, contre 13 % environ pour le secteur secondaire (activités industrielles), environ 7 % pour la construction et 3 % pour le secteur primaire (agriculture, sylviculture et pêche). La population active est de plus de 28 millions, et le nombre d'emplois de plus de 25 millions. En 2013, le taux d'activité en France était de 71,1 %.

La dernière crise économique de 2008, a eu des répercussions importantes sur l'économie. De nombreuses réformes et relances ont été menées pour retrouver la croissance, créer de l'emploi, produire des richesses... La Picardie a aussi été fortement impacté par cette crise. Territoire historique de productions industrielles, la tertiarisation de l'économie ajoutée à cette crise a

entraîné un certain déclin. Aujourd'hui la région doit tirer profit de sa position géographique privilégiée entre l'Île de France et le nord de l'Europe, de son accessibilité par les nombreuses voies de communications qui la desservent et de son tissu économique en mutation, pour retrouver une forte croissance.

Les différentes collectivités qui la composent doivent mettre en œuvre leur politique économique, en particulier au travers de documents cadres, qui seront ensuite traduits et déclinés dans les documents d'urbanisme.

En effet, le code de l'urbanisme prévoit que les documents de planification prennent en compte le développement économique, en étudiant notamment les thématiques du commerce, du tourisme des loisirs ou encore des équipements et des services. Dans les différentes pièces des documents ces thématiques doivent être abordées.

FICHE

n° 2

Population active et emplois par catégorie socioprofessionnelle

Les données suivantes sont issues de l'INSEE (RP2012) et permettent d'avoir une vision de l'activité économique du territoire, selon les catégories socioprofessionnelles.

	Département de l'Oise	Méru
Population active de 15 à 64 ans	390 009	6 451
Dont agriculteurs exploitants	3 308	9
artisans, commerçants et chefs d'entreprises	18 853	219
cadres et professions intellectuelles supérieures	48 348	473
professions intermédiaires	99 541	1 280
employés	112 225	2 131
ouvriers	102 714	2 160
Nombre de chômeurs	50 257	1 202
Taux de chômage en %	12,9	18,7

	Département de l'Oise		Méru	
	Nombre	%	Nombre	%
Nombre d'emplois	274 636	100	5 508	100
Dont agriculteurs exploitants	3 501	1,3	6	0,1
artisans, commerçants et chefs d'entreprises	16 253	5,9	214	3,9
cadres et professions intellectuelles supérieures	34 201	12,5	1 016	18,4
professions intermédiaires	69 643	25,4	1 323	24,0
employés	78 243	28,5	1 481	26,9
ouvriers	72 764	26,5	1 468	26,7

L'ÉCONOMIE

Établissements par secteur d'activité

La commune de Méru appartient à l'aire urbaine de Paris. Elle appartient à la zone d'emploi de Beauvais.

Les données suivantes sont issues de l'INSEE et permettent d'avoir une vision de l'activité économique du territoire, à partir des établissements recensés au 1^{er} janvier 2014 et des établissements créés en 2014 par secteur d'activité.

	Département de l'Oise		Méru	
	Nombre	%	Nombre	%
Ensemble	37 081	100	597	100
Dont industrie	2 919	7,9	35	5,9
construction	5 192	14,0	80	13,4
commerce, transports, services divers	24 504	66,1	413	69,2
administration publique, enseignement, santé, action sociale	4 466	12,0	69	11,6
Création d'établissements en 2014	5 730	15,5	110	18,4

Équipements et services

La commune de Méru concentre de nombreux équipements et services de :

- Gamme de proximité : 261 (la gamme de proximité réunit les plus courants, tels que l'école élémentaire, la boulangerie ou le médecin généraliste) ;
- Gamme intermédiaire : 89 (la gamme intermédiaire regroupe des équipements moins fréquents comme le collège, le supermarché ou le laboratoire d'analyses médicales) ;
- Gamme supérieure : 28 (la gamme supérieure regroupe des équipements plus rares comme les lycées, les établissements hospitaliers ou les hypermarchés).

La classification des principaux types d'équipements et de services par gammes (BPE 2013) Méru

Gamme de proximité : 261		Gamme intermédiaire : 89		Gamme supérieure : 28	
Services aux particuliers : 171		Services aux particuliers : 22		Services aux particuliers : 6	
Banque, Caisse d'Épargne	11	Police, gendarmerie	1	Pôle emploi	1
Bureau de poste, relais poste, agence postale	1	Centre de finances publiques	3	Location d'automobiles et d'utilitaires légers	1
Réparation automobile et de matériel agricole	18	Pompes funèbres	4	Agence de travail temporaire	4
Maçon	15	Contrôle technique automobile	2		
Plâtrier, peintre	15	École de conduite	4	Commerces : 3	
Menuisier, charpentier, serrurier	7	Vétérinaire	6	Hypermarché	2
Plombier, couvreur, chauffagiste	15	Blanchisserie, teinturerie	2	Grande surface de bricolage	0
Électricien	16			Produits surgelés	0
Entreprise générale du bâtiment	10	Commerces : 47		Poissonnerie	1
Coiffure	19	Supermarché	1	Magasin de revêtements murs et sols	0
Restaurant	30	Librairie, papeterie, journaux	4		
Agence immobilière	8	Magasin de vêtements	17	Enseignement : 2	
Soins de beauté	6	Magasin d'équipements du foyer	0	Lycée d'enseignement général et/ou technologique	1
		Magasin de chaussures	4	Lycée d'enseignement professionnel	1
Commerces : 24		Magasin d'électroménager et de matériel audio-vidéo	1	Centre de formation d'apprentis hors agriculture	0
Épicerie, supérette	7	Magasin de meubles	1		
Boulangerie	8	Magasin d'articles de sports et de loisirs	2	Santé : 16	
Boucherie, charcuterie	6	Droguerie, quincaillerie, bricolage	1	Établissement de santé de court séjour	1
Fleuriste	3	Parfumerie	3	Établissement de santé de moyen séjour	0
		Horlogerie, bijouterie	4	Établissement de santé de long séjour	0
Enseignement : 11		Magasin d'optique	7	Établissement psychiatrique	0
École maternelle	4	Station service	2	Urgences	1
École élémentaire	7			Maternité	0
		Enseignement : 3		Centre de santé	0
Santé : 37		Collège	3	Structures psychiatriques en ambulatoire	4
Médecin omnipraticien	12			Dialyse	0
Chirurgien dentiste	4	Santé : 13		Spécialiste en cardiologie	0
Infirmier	8	Orthophoniste	1	Spécialiste en dermatologie et vénéréologie	0
Masseur kinésithérapeute	8	Pédicure, podologue	5	Spécialiste en gynécologie	0
Pharmacie	5	Laboratoire d'analyses et de biologie médicale	1	Spécialiste en gastro-entérologie, hépatologie	0
		Ambulance	0	Spécialiste en psychiatrie	1
Transports et déplacements : 10		Personnes âgées : hébergement	3	Spécialiste en ophtalmologie	2
Taxi	10	Personnes âgées : services d'aide	0	Spécialiste en oto-rhino-laryngologie	1
		Garde d'enfant d'âge préscolaire	3	Spécialiste en pédiatrie	1
Sports, loisirs et culture : 8				Spécialiste en radiodiagnostic et imagerie médicale	1
Boulodrome	0	Sports, loisirs et culture : 4		Sage-femme	0
Tennis	0	Bassin de natation	1	Orthoptiste	0
Salle ou terrain multi-sports	5	Athlétisme	1	Audio prothésiste	0
Terrain de grands jeux	3	Salle ou terrain de sport spécialisé	0	Personnes âgées : soins à domicile	0
		Roller, skate, vélo bicross ou freestyle	0	Enfants handicapés : hébergement	0
		Agence de voyages	1	Enfants handicapés : services à domicile ou ambulatoires	1
		Hôtel homologué	0	Adultes handicapés : hébergement	0
		Camping homologué	0	Adultes handicapés : services	0
		Information touristique	1	Travail protégé	2
				Aide sociale à l'enfance : hébergement	1
				Transports et déplacements : 1	
				Gare	1
				Sports, loisirs et culture : 0	
				Cinéma	0
				Théâtre	0

Zones d'activités économiques

Dans l'esprit des lois Grenelle et de la réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, les collectivités sont encouragées à prioriser le renouvellement urbain, le comblement des zones existantes et la réhabilitation de zones vieillissantes, avant de prévoir l'extension ou la création de nouvelles zones. Une [publication du CEREMA](#) traite de la requalification des zones d'activités périphériques.

Le document d'urbanisme doit donc présenter un état des lieux complet des zones existantes (taux d'occupation, perspectives d'évolution, points forts, points faibles...) et justifier l'inscription d'extension ou de création de zones.

La prise en compte ou la compatibilité avec les documents de norme supérieure sur les aspects économiques doit être étudiée et justifiée.

La construction

Les trois tableaux ci-dessous détaillent les statistiques sur la construction neuve ces dix dernières années dans la commune établies à partir des déclarations de commencement de chantiers.

Ces statistiques sont extraites de l'application nationale Sit@del2 du ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement. Vous pouvez directement consulter la base de données nationale sur le site internet : [lien vers Sit@del2](#)

Année	Nombre de logements commencés				
	individuels purs	individuels groupés	collectifs	en résidence	total
2004	10	0	7	0	17
2005	19	2	8	0	29
2006	12	3	18	0	33
2007	6	29	15	0	50
2008	35	212	23	0	270
2009	6	0	0	0	6
2010	1	0	7	0	8
2011	31	121	137	0	289
2012	11	0	0	0	11
2013	8	21	33	0	62

Année	Surface de logements commencés (en m ²)				
	individuels purs	individuels groupés	collectifs	en résidence	total
2004	1 234	0	93	0	1 327
2005	2 311	0	2 056	0	4 367
2006	1 504	515	2 958	0	4 977
2007	1 036	4 861	1 290	0	7 187
2008	3 723	26 407	614	0	30 744
2009	413	0	0	0	413
2010	142	0	522	0	664
2011	3 776	12 008	8 982	0	24 766
2012	1 526	0	0	0	1 526
2013	876	1924	2679	0	5479

Année	Surface des locaux autres que logements commencés (en m ²)	
	SHON commencée des locaux autres que logements	Dont SHON commencée locaux service public
2004	820	820
2005	6 483	1 002
2006	11 931	5 034
2007	8 003	525
2008	5 723	5 353
2009	0	0
2010	0	0
2011	5 694	407
2012	4 446	591
2013	3 074	2 210

(/ : Pas de données Sitadel)